

*Pour information seulement – document sans caractère officiel***EMBARGO:****2 mars 2011,
11 heures (HEC)**

DES EFFORTS ACCRUS SONT NÉCESSAIRES POUR LIMITER LES EFFETS NÉFASTES DE LA CORRUPTION LIÉE À LA DROGUE

Vienne, le 2 mars (Service de l'information de l'ONU) — La lutte contre le trafic de drogues doit accorder plus d'importance à la prévention de la corruption, déclare l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), basé à Vienne, dans son rapport pour 2010, publié aujourd'hui à Vienne. "Rien ne fragilise autant les efforts visant à enrayer le trafic de drogues que les tentatives réussies d'intimidation et de corruption d'agents publics par des organisations criminelles", dit Hamid Ghodse, Président de l'OICS, en insistant sur la nécessité de mesures urgentes et d'un engagement à long terme.

Il note que les "fonctionnaires de police et de justice qui s'emploient à mettre un terme au trafic de drogues subissent souvent des pressions considérables de la part des organisations criminelles. Sans protection suffisante, ils se trouvent confrontés à un choix difficile, à savoir devenir victimes de la violence, voire perdre leur vie, ou sacrifier leur intégrité et se rendre complices de criminels".

Le rapport indique que les énormes profits générés par les marchés illicites de la drogue excèdent souvent les ressources financières des institutions publiques, ce qui représente une menace majeure pour la sécurité publique et internationale. Les organisations criminelles dotées d'empires de trafic de drogues sont dans certains cas devenues des forces politiques qui disposent du pouvoir et de l'autorité d'institutions politiques légitimes. Les autorités mises en place pour combattre et réprimer le trafic de drogues sont elles-mêmes compromises par la corruption.

Usage stratégique de la corruption

D'après l'OICS, les faits montrent que les organisations criminelles les plus prospères utilisent la violence et la corruption de façon stratégique et systématique pour assurer la libre circulation des drogues illicites. Ce qu'elles ne peuvent obtenir par le versement de pots-de-vin, elles l'obtiennent par la violence et l'intimidation, et inversement, note l'OICS. C'est pourquoi les zones exposées à d'intenses activités de trafic de drogues connaissent souvent un niveau très élevé de violence et de corruption.

Pour maximiser les profits tirés du trafic de drogues, la plupart des organisations criminelles cherchent et trouvent des moyens d'obtenir la complicité d'agents publics clefs.

Mesurer la prévalence de la corruption n'est pas chose aisée. Les données officielles sur la corruption sont habituellement tirées de statistiques nationales sur la criminalité et sont davantage des indicateurs de l'efficacité des initiatives anticorruption que des indicateurs du niveau réel de corruption. Les données officielles sont également conditionnées par la confiance de la population à l'égard de la police et par la volonté des victimes de signaler les infractions aux autorités. Elles peuvent être complétées par des enquêtes sur la perception du phénomène au sein de la population.

*Pour information seulement – document sans caractère officiel***EMBARGO:****2 mars 2011,
11 heures (HEC)**

Les incidences de la corruption sont en revanche faciles à identifier. Le rapport indique que la corruption a un effet préjudiciable sur la crédibilité et l'efficacité du système de justice pénale et ébranle l'état de droit. Les pays visés par le trafic de drogues sont particulièrement vulnérables.

Les services de lutte contre les stupéfiants qui manipulent d'importantes sommes d'argent et quantités de drogues sont les plus touchés, ainsi que le corps judiciaire et les autorités douanières. Les agents travaillant au sein de ces services sont plus exposés que d'autres à la corruption; ils sont aussi activement recrutés par les groupes criminels organisés.

Combattre la corruption associée à la drogue

Dans son rapport, l'OICS propose des stratégies pour lutter contre la criminalité organisée liée aux drogues et mener des activités préventives. Étant donné que les réseaux criminels d'envergure mondiale disposent de ressources importantes et ont accès à des technologies de pointe, ils peuvent s'adapter rapidement aux nouvelles tactiques des organismes de lutte contre la drogue et exploiter leurs faiblesses. Les mesures de prévention sont donc d'autant plus importantes, comme le souligne l'OICS.

Dans le rapport, les gouvernements sont invités à mettre en place des dispositifs efficaces, transparents et objectifs de recrutement et de promotion des agents publics, ainsi qu'un système d'évaluation des résultats et de rotation des effectifs. Tous les services appelés à intervenir dans la lutte contre la drogue devraient avoir mis en place des procédures pour la communication d'informations relatives à d'éventuels conflits d'intérêts et pour les enregistrements de patrimoine, ainsi que des mécanismes disciplinaires.

Il est essentiel d'améliorer la transparence pour prévenir la corruption dans le corps judiciaire. Les audiences devraient être ouvertes au public, et il faut que les juges motivent leurs décisions et que ces décisions soient enregistrées et accessibles au public et aux médias.

Le Président de l'OICS invite les décideurs à allouer aux services chargés de faire respecter l'état de droit les ressources qui leur sont nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions. Par ailleurs, un appui devrait être fourni aux États qui ont besoin d'une assistance technique ou autre. Même si c'est aux gouvernements qu'il appartient au premier chef de protéger leurs citoyens contre l'intimidation et la corruption, la coopération internationale est essentielle pour permettre aux services de détection et de répression concernés de travailler ensemble.